

1

1

CONSORT NT

Société Anonyme

Immeuble CAP Etoile
58, boulevard Gouvion de Saint Cyr
75017 Paris
R.C.S Paris 389 488 016

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de la société CONSORT NT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CONSORT NT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 8 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la partie « Responsabilité du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et

notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2019 s'établit à 5 138 milliers d'euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés selon les modalités décrites dans la note 2.3 « Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement » de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

Votre société constate les résultats des contrats à long terme selon les modalités décrites au paragraphe 2.5 « Reconnaissance du revenu » de l'annexe aux états financiers. Nos travaux ont consisté à apprécier le bien-fondé de la méthodologie mise en œuvre et les hypothèses sur lesquelles se fonde l'estimation du chiffre d'affaires à l'avancement, à revoir les calculs effectués par la société. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration arrêté le 8 juin 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celle-ci proviennent de fraude ou d'erreur.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnelle permet de systématiquement détecter toute anomalies significatives. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prise individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ❖ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et

met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ❖ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ❖ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ❖ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ❖ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 15 juin 2020

Le commissaire aux comptes

Exelmans Audit & Conseil

Stéphane DAHAN

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	25 142	25 142		
Fonds commercial	6 860		6 860	6 860
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	1 375 245	816 922	558 323	592 899
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	2 592 069	2 498 807	93 262	225 310
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	5 147 982	10 000	5 137 982	5 137 982
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	178 505		178 505	179 603
ACTIF IMMOBILISE	9 325 803	3 350 871	5 974 932	6 142 655
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	10 741 653	158 267	10 583 386	13 457 862
Autres créances	19 841 386	42 500	19 798 886	12 392 208
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	4 547 890		4 547 890	4 076 084
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	2 489		2 489	50 762
ACTIF CIRCULANT	35 133 418	200 767	34 932 651	29 976 916
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	44 459 222	3 551 638	40 907 584	36 119 571

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 1 760 980)	1 760 980	1 760 980
Primes d'émission, de fusion, d'apport	565 365	565 365
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	176 098	176 098
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	78 886	78 886
Report à nouveau	5 985 594	4 311 261
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	5 408 509	5 636 538
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	124 982	104 548
CAPITAUX PROPRES	14 100 413	12 633 675
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	33 381	33 381
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 724 099	19 300 580
Dettes fiscales et sociales	2 244 008	2 567 138
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	5 805 683	1 584 797
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	26 807 171	23 485 896
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	40 907 584	36 119 571

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises	1 939		1 939	23 787
Production vendue de biens				
Production vendue de services	48 276 384	-31 858	48 244 526	52 629 139
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	48 278 323	-31 858	48 246 465	52 652 925
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			124 843	208 074
Autres produits			3 913 166	3 707 397
PRODUITS D'EXPLOITATION			52 284 474	56 568 396
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			48 106 516	51 794 701
Impôts, taxes et versements assimilés			-1 810	193 951
Salaires et traitements			180 247	137 983
Charges sociales			76 202	64 604
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			166 624	255 919
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			158 267	122 677
Dotations aux provisions				
Autres charges			12 099	24 289
CHARGES D'EXPLOITATION			48 698 145	52 594 124
RESULTAT D'EXPLOITATION			3 586 329	3 974 272
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			2 946 125	2 946 125
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			22 778	8 837
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			2 968 903	2 954 962
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			16 500	
Intérêts et charges assimilées			3 769	
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			20 269	
RESULTAT FINANCIER			2 948 634	2 954 962
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			6 534 963	6 929 234

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	32 186	2 416
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	20 434	21 578
CHARGES EXCEPTIONNELLES	52 620	23 994
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-52 620	-23 994
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	1 073 834	1 268 702
TOTAL DES PRODUITS	55 253 377	59 523 358
TOTAL DES CHARGES	49 844 869	53 886 820
BENEFICE OU PERTE	5 408 509	5 636 538

Annexes

Table des matières

- 1 Evénements de l'exercice
- 2 Principes comptables et méthodes d'évaluation
 - 2.1 Immobilisations incorporelles
 - 2.2 Immobilisations corporelles
 - 2.3 Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement
 - 2.4 Créances et dettes
 - 2.5 Reconnaissance du revenu
 - 2.6 Provisions pour indemnités de fin de carrière
- 3 Analyse des comptes sociaux
 - 3.1 Immobilisations et amortissements
 - 3.2 Créances clients et comptes rattachés
 - 3.3 Autres créances
 - 3.4 Produits à recevoir et charges constatées d'avance
 - 3.5 Capitaux propres
 - 3.6 Fournisseurs et comptes rattachés
 - 3.7 Dettes fiscales et sociales et dettes diverses
 - 3.8 Charges à payer
 - 3.9 Echéances des créances et des dettes
 - 3.10 Répartition du chiffre d'affaires
 - 3.11 Autres achats et charges externes
 - 3.12 Dotations et reprises de provisions
 - 3.13 Résultat financier
 - 3.14 Résultat exceptionnel
 - 3.15 Intégration fiscale
 - 3.16 Retraitement des crédits-baux
- 4 Autres informations
 - 4.1 Tableau des filiales et participations (en K€)
 - 4.2 Identité des sociétés qui incluent CONSORT NT dans leur périmètre de consolidation
 - 4.3 Engagements hors bilan
 - 4.4 Effectif
 - 4.5 Rémunération des membres des organes d'administration et de direction
 - 4.6 Montant des honoraires des Commissaires aux comptes figurant au compte de résultat
 - 4.7 Exposition aux risques particuliers
 - 4.8 Evénements postérieurs à la clôture concernant le Covid-19

1 Evénements de l'exercice

Néant

2 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en K Euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées du fonds commercial et de logiciels amortis sur une durée allant de une à trois ans.

2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'achat (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production, dans le respect des règles fixées par les règlements du Comité de la réglementation comptable 2002-10 et 2004-06.

A cet effet, la société a décomposé l'immeuble de bureaux dont elle est propriétaire, la valeur des composants ressortant à 680 K€, soit 50% de la valeur totale. Les composants sont amortis sur une durée allant de 11 à 30 ans, la structure étant amortie sur 45 ans.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de leur durée de vie prévue.

Désignation	Durée d'amortissement	Mode
Constructions décomposées	11 à 45 ans	Linéaire
Installations générales, agencements divers	5 à 10 ans	Linéaire
Matériel de transport	2 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	2 à 10 ans	Linéaire et dégressif
Mobilier	5 à 10 ans	Linéaire

Il a été considéré que les amortissements dégressifs pratiqués correspondaient à un amortissement économiquement justifié, eu égard à la politique de renouvellement des investissements et à la charge annuelle que représente la possession d'une immobilisation amortie.

2.3 Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Une dépréciation est susceptible d'être constatée si la valeur des titres est supérieure à la quote-part de situation nette correspondante. Le cas échéant, une actualisation des flux de trésorerie pourra être effectuée.

2.4 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

2.5 Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires comptabilisé est la résultante de deux éléments :

- les contrats cadre signés avec les clients ;
- l'émission de factures mensuelles acceptées par les clients sur la base des relevés de temps et l'état d'avancement des projets au forfait par rapport au reste à faire.

Prestations en régie :

Le chiffre d'affaires des prestations en régie est reconnu au fur et à mesure de la réalisation des prestations.

Prestations en mode projet :

Les produits afférents aux prestations de services dans le cadre de contrats à long terme sont enregistrés en fonction de l'avancement de la prestation. L'avancement est évalué sur la base des travaux exécutés à la date de clôture.

Les revenus ne sont pas comptabilisés lorsqu'il subsiste une incertitude significative quant au recouvrement du prix de la prestation.

Autres prestations :

Les autres prestations de services sont comptabilisées lors de la réalisation.

2.6 Provisions pour indemnités de fin de carrière

La convention collective prévoit un droit à indemnité de fin de carrière pour le personnel ayant cinq années d'ancienneté révolues.

La société ne constitue pas de provision pour indemnité de fin de carrière ou complément de retraite dans ses comptes sociaux.

Les engagements de retraite ont été évalués à 13 K € au 31 décembre 2019 (dette latente non enregistrée dans les comptes) ; cet engagement repose sur les hypothèses de calcul suivantes :

- o Taux d'actualisation = 1.80%
- o Age de départ à la retraite = 65 ans pour les cadres
- o Convention collective = Syntec
- o Table de mortalité = INSEE 2011-2013
- o Taux de turnover = entre 0% et 60 % en fonction du statut et de l'âge du salarié
- o Taux de charges sociales : 44 %

3 Analyse des comptes sociaux

3.1 Immobilisations et amortissements

Immobilisations en K€	Au 01/01/2019	Acquisitions	Cessions	Au 31/12/2019
Concession, brevets	25			25
Fonds commercial	7			7
Constructions	1.375			1.375
Installations générales, agenc	1.296			1.296
Matériel de transport				
Matériel de bureau et mobilier	1.296			1.296
Immobilisations en cours				
Autres participations	5.148			5.148
Prêts et autres immo financières	180	3	4	179
Total	9.327	3	4	9.326

Amortissements en K€	Au 01/01/2019	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2019
Concessions, brevets	25			25
Constructions	782	34		817
Installations générales, agenc	1.170	79		1.250
Matériel de transport				
Matériel de bureau et mobilier	1.196	53		1.249
Total	3.174	167		3.341

La majorité des immobilisations sont localisées en Ile-de-France.

3.2 Créances clients et comptes rattachés

Clients et comptes rattachés en K€	31/12/2019	31/12/2018
Clients	10.736	13.462
Clients douteux		
Clients-Factures à établir	5	119
Dépréciation clients douteux	-158	-123
Total	10.583	13.458

Toutes les créances ont une échéance inférieure à 12 mois.

3.3 Autres créances

Autres créances en K€	31/12/2019	31/12/2018
Fournisseurs débiteurs	18	36
Fournisseurs-Avoirs à recevoir		
Personnel-Rémunérations dues		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	6	
Etat-Impôts sur les bénéfices		
Etat-Taxe sur la valeur ajoutée	3.121	3.410
Groupe et associés	16.686	8.962
Débiteurs divers	10	10
Dépréciation des autres créances	-42	-26
Total	19.799	12.392

Toutes ces créances ont une échéance inférieure à 12 mois.

3.4 Produits à recevoir et charges constatées d'avance

Les produits à recevoir s'élèvent à 5 K€ ; le poste Charges constatées d'avance s'élève à 2 K€. Il est composé principalement de loyers et assurances.

3.5 Capitaux propres

Le capital social est composé de 2.201.225 actions d'un nominal de 0,8 euro, dont 0.54 % ont été mises à la disposition du public sur Euronext Access.

Les actions sont assorties d'un droit de vote double lorsqu'elles sont détenues depuis au moins deux ans sans interruption.

2019 en K€	Capital social	Primes	Réserves	Résultat exercice	Capitaux propres
Situation au 01/01/19	1.761	565	10.308		12.634
Dividendes			-3.962		-3.962
Résultat exercice				5.408	5.408
Variation Provisions réglementées			20		20
Situation au 31/12/19	1.761	565	6.366	5.408	14.100

2018 en K€	Capital social	Primes	Réserves	Résultat exercice	Capitaux propres
Situation au 01/01/18	1.761	565	8.612		10.938
Dividendes			-3.962		-3.962
Résultat exercice				5.637	5.637
Variation Provisions réglementées			21		21
Situation au 31/12/18	1.761	565	4.671	5.637	12.634

3.6 Fournisseurs et comptes rattachés

Fournisseurs et comptes rattachés	31/12/19	31/12/18
Fournisseurs	18.580	19.173
Fournisseurs -Factures non parvenues	144	128
Total	18.724	19.301

3.7 Dettes fiscales et sociales et dettes diverses

Dettes fiscales et sociales et dettes diverses en K€	31/12/19	31/12/18
Personnel et comptes rattachés	112	42
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	50	43
Etat-Impôts sur les bénéfices		
Etat-Taxe sur la valeur ajoutée	2.007	2.223
Etat-Autres impôts, taxes et assimilés	75	259
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Clients / clients Avoirs à établir	13	317
Groupe et associés	5.792	1.268
Autres comptes créditeurs		
Total	8.049	4.152

3.8 Charges à payer

Charges à payer en K€	31/12/19	31/12/18
Emprunts-Intérêts courus		
Fournisseurs-Factures non parvenues	144	128
Clients-Avoirs à établir	13	
Dettes sociales ± charges à payer	158	60
Etat-Charges à payer	75	259
Total	390	447

3.9 Echéances des créances et des dettes

Les créances et les dettes ont une échéance inférieure à douze mois, à l'exception des autres immobilisations financières.

3.10 Répartition du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est essentiellement réalisé en France et s'élève à 48 246 K€
Il est réalisé à hauteur de 97 % avec des clients hors groupe et 3 % avec le Groupe.

3.11 Autres achats et charges externes

Autres achats et charges externes en K€	2019	2018
Etudes et prestations de services		
Matériel, équipements et travaux		
Matières et fournitures non stockées	73	55
Sous-traitance générale	46.611	50.251
Redevances de crédit-bail		
Locations et charges locatives	912	855
Entretien et réparations	44	48
Primes d'assurance	52	118
Autres achats et charges externes	123	106
Personnel extérieur		
Honoraires	120	108
Publicité et relations extérieures	102	122
Déplacements, missions et réceptions	15	54
Frais postaux et télécommunications	49	70
Services bancaires	6	7
Total	48.107	51.795

3.12 Dotations et reprises de provisions

Provisions en K€	Au 01/01/19	Dotations	Utilisations	Reprises	Au 31/12/19
Provision amort dérogatoires	104	20			125
Prov. Immo financières	10				10
Prov. Clients	123	158		123	158
Prov. Autres créances	26	17			42
Total	263	195		123	335
Dont dotation/reprise d'exploitation		158		123	
Dont dotation/reprise financières		17			
Dont dotation/reprise exceptionnelles		20			

3.13 Résultat financier

Le résultat financier est de 2 949 K€ et correspond principalement aux dividendes reçus des filiales.

3.14 Résultat exceptionnel

Les charges exceptionnelles de 53 K€ correspondent pour 20 K€ à une dotation aux amortissements dérogatoires et pour 32 K€ à des honoraires.

3.15 Intégration fiscale

La société a opté pour entrer à compter du 1^{er} janvier 2019 dans un périmètre d'intégration fiscale au sens de l'article 223A du Code Général des impôts dont la société **CONSORT GROUP** est la tête de groupe.

Selon les termes de la convention d'intégration fiscale, les filiales comptabilisent leur charge d'impôt comme en l'absence d'intégration et la société mère bénéficie seule des économies ou surcoûts liés au régime de l'intégration fiscale.

La différence entre l'impôt dû sur le résultat d'ensemble et les contributions des filiales est comptabilisée immédiatement par la société mère en résultat.

Impôt sur les sociétés en K€	2019	2018
Résultat courant	1.090	1.277
Résultat exceptionnel	-16	-8
Intégration fiscale		
IS net	1.074	1.269

3.16 Retraitement des crédits-baux

Néant.

4 Autres informations

4.1 Tableau des filiales et participations (en K€)

Filiales à plus de 50% en K€	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis	Montants des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires hors taxes	Résultat	Dividendes encaissés
CONSORT FRANCE	1.851	15.186	100%	4.715	4.715			145.248	2.599	2.946
CONSORT R&D	460	1.180	90%	414	414			1.574	223	
CONSORT Maroc	9	840	100%	9	9			2.316	169	
CONSORT Italia	10	-24	100%	10	0				-5	

4.2 Identité des sociétés qui incluent CONSORT NT dans leur périmètre de consolidation

Les comptes de la SA CONSORT NT sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés établis :

- par la SA CONSORT NT, RCS Paris 389 488 016 - 58 bd Gouvion Saint-Cyr - 75017 Paris, cotée sur le marché libre
- Par la SAS CONSORT Group, RCS Paris 840 798 136 - 58 bd Gouvion Saint-Cyr - 75017 Paris, qui contrôle la SA CONSORT NT (sous-palier et consolidation contractuelle)
- Par la SARL K-Rimone, RCS Paris 539 370 668 - 123 avenue de Wagram 75017 Paris (consolidation légale)

4.3 Engagements hors bilan

Néant

4.4 Effectif

	2019	2018
Effectif moyen (cadre)	1	1
Effectif à la clôture de l'exercice (cadre)	1	1
Effectif cadres	1	1

4.5 Rémunération des membres des organes d'administration et de direction

CONSORT NT n'a pas versé de rémunération aux membres de son Conseil d'Administration. Aucun n'engagement en matière de retraite n'excède ce qui est attribué aux salariés.

4.6 Montant des honoraires des Commissaires aux comptes figurant au compte de résultat

Montants liés au contrôle légal des comptes	30 K euros
Montants relatifs aux conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes	

4.7 Exposition aux risques particuliers

La société CONSORT NT ne possède pas de créances ou dettes en monnaie étrangère. La société CONSORT NT n'a ni engagement sur les instruments de couverture ni dettes à taux variable.

4.8 Événements postérieurs à la clôture concernant le Covid-19

A la date d'établissement des comptes de l'entreprise (le 15/05/2020), l'entreprise n'est pas en mesure de chiffrer l'impact de la crise sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat. »

L'entreprise a toutefois mis en action un plan de continuation de l'activité en utilisant les mesures suivantes :

- Recours au télétravail pour l'essentiel de son personnel ;
- Demande en cours de discussion d'un prêt garanti par l'Etat ;
- Recours aux délais de paiements autorisés par l'état (URSSAF et dettes d'impôts) ;

Eu égard à ces mesures, à la date de d'arrêté des comptes (le 08/06/2020), l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Date d'arrêté	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	1 760 980	1 760 980	1 760 980	1 760 980	1 760 980
Nombre d'actions					
- ordinaires	2 201 225	2 201 225	2 201 225	2 201 225	2 201 225
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	48 246 465	52 652 925	52 099 758	59 360 726	69 403 755
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	6 844 169	7 305 415	6 792 604	5 628 294	7 374 743
Impôts sur les bénéfices	1 073 834	1 268 702	1 120 994	1 060 761	1 107 148
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	361 825	400 175	467 652	368 497	463 390
Résultat net	5 408 509	5 636 538	5 203 958	4 199 036	5 804 205
Résultat distribué		3 962 205	3 962 205	3 962 205	5 943 307
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	2,62	2,74	3,22	2,59	3,56
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	2,46	2,56	2,96	2,38	3,3
Dividende attribué	0	1,8	2,25	2,25	3,37
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	1		1	1	1
Masse salariale	180 247	137 983	146 221	141 535	150 044
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	76 202	64 604	68 698	63 628	61 940